

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANOIR FRANCE SAS

130 rue Clément ADER
27000 Évreux

Références : 27-2026/169
Code AIOT : 0005800545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement MANOIR FRANCE SAS implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pitres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le non-respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/12/2024 a conduit à un arrêté préfectoral d'astreinte du 09/01/2026.

La présente visite d'inspection vise à vérifier les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant pour répondre à cette sanction administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANOIR FRANCE SAS
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pitres
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Manoir France à Pîtres exploite une fonderie d'acier spécialisée dans le secteur de la pétrochimie, du nucléaire, de l'énergie et de la défense.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courriel du 16/01/2026, la DREAL a rappelé à l'exploitant que ses installations relèvent des dispositions de l'article R.515-58 du code de l'environnement avec comme rubrique principale du site la rubrique 3240 (fonderie) et qu'à ce titre, un dossier de réexamen et un rapport de base auraient dû être établis pour le 06/12/2025 suite à la publication le 06/12/2024 des meilleures techniques disponibles (MTD) dans le secteur des forges et fonderies. L'exploitant s'est engagé à remettre ces documents courant septembre 2026 (un bon de commande de la prestation au bureau d'études NEODYME a été présenté).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Astreinte administrative - Diagnostic des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/01/2026, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée d'astreinte	1 mois
2	Astreinte administrative - Etude des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 09/01/2026, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée d'astreinte	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé les actions correctives permettant de répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/12/2024.

La DREAL propose donc que les dispositions de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 09/01/2026 pris pour non-respect de la mise en demeure soient abrogées (les délais de carence ayant été respectés). Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Astreinte administrative - Diagnostic des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2026, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des réseaux
Prescription contrôlée : La société MANOIR FRANCE, dont le siège social est situé 12 rue des Ardennes - 27590 PITRES (SIREN 930 168 349) et représenté par son président Robert Mac Gowan, est redevable pour son site de Pîtres d'une astreinte journalière de : - 100 € (cent euros) par jour jusqu'au retour de la conformité réglementaire concernant la transmission d'un diagnostic des réseaux et d'un planning détaillé pour la mise en conformité des installations et la gestion adéquate des rejets industriels conformément aux dispositions de l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 décembre 2024 susvisé ; [...] Cette astreinte prend effet : - dans un délai de 2 mois à partir de la notification du présent arrêté s'agissant de la transmission d'un diagnostic des réseaux et d'un planning détaillé pour la mise en conformité des installations et la gestion adéquate des rejets industriels ; [...] Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période de sursis, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.
Constats : L'exploitant a transmis le 03/03/2026 un diagnostic des réseaux de collecte de l'ensemble des effluents (eaux pluviales, eaux usées sanitaires, eaux usées industrielles) du site (rapport TPAE réf. CO2506-0414 du 30/01/2026). Préalablement à la réalisation de ce rapport, un contrôle par caméra des réseaux a été réalisé du 07/08 au 21/08/2025 (rapport ORTEC réf. N° 2025.08.25.27.189). Les eaux usées sanitaires et pluviales du site, ainsi qu'une partie des eaux industrielles sont collectées par un réseau unitaire avant d'être rejetées dans la Seine. L'étude a permis de : - localiser et cartographier les réseaux, - contrôler l'état des réseaux, - déterminer les types d'effluents collectés en chaque point du réseau, - caractériser les flux de pollution en certains endroits. Sur la base de ce rapport, un planning associé aux actions correctives à mettre en oeuvre a été établi. Il prévoit une réfection des réseaux en plusieurs étapes.

S'agissant des eaux usées industrielles, deux zones principales ont été identifiées (zone machines G et machines H, cf. plan de localisation en annexe du présent rapport). Au cours de l'inspection, l'exploitant a informé la DREAL avoir lancé un appel d'offres le 27/04/2026 auprès de plusieurs entreprises en vue d'engager les travaux nécessaires visant à réaliser un réseau séparatif au niveau de ces zones. Le cahier des charges transmis lors de cet appel d'offres prévoit une fin des travaux de mise en conformité pour février 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous deux mois au plus tard le nom de la société retenue suite à l'appel d'offres et la nature des travaux de mise en conformité qui seront réalisés en vue de mettre en conformité le réseau de collecte des eaux usées industrielles au niveau des zones machines G et H.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée d'astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Astreinte administrative - Etude des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2026, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des réseaux

Prescription contrôlée :

La société MANOIR FRANCE, dont le siège social est situé 12 rue des Ardennes - 27590 PITRES (SIREN 930 168 349) et représenté par son président Robert Mac Gowan, est redevable pour son site de Pîtres d'une astreinte journalière de :

[...]

- 100 € (cent euros) par jour jusqu'au retour de la conformité réglementaire concernant la transmission d'une version actualisée de l'étude des risques sanitaires conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 décembre 2024 susvisé.

[...]

Cette astreinte prend effet :

[...]

- dans un délai de 3 mois à partir de la notification du présent arrêté s'agissant de la transmission d'une version actualisée de l'étude des risques sanitaires.

Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période de sursis, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

<p>Constats :</p> <p>L'évaluation quantitative des risques sanitaires a été transmise le 19/02/2026 (rapport CIPEI réf. LIV : 01.00 du 16/02/2026).</p> <p>La DREAL a sollicité l'avis de l'ARS sur cette étude qui a fait part de plusieurs commentaires/observations qu'il convient que l'exploitant prenne en compte afin d'apporter ses éléments de réponse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois au plus tard un mémoire en réponse à l'avis formulé par l'ARS le 01/04/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée d'astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>